



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 83

## **Loi constituant la municipalité de Cantley**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Pierre Paradis  
Ministre des Affaires municipales**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1988**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour but de constituer, le 1<sup>er</sup> janvier 1989, la nouvelle municipalité de Cantley, à même une partie du territoire actuel de la ville de Gatineau.*

*Le projet de loi détermine les règles relatives à la constitution de la municipalité. Il prévoit en outre diverses dispositions qui permettront d'assurer la transition entre les deux régimes municipaux; notamment, la Commission municipale du Québec est chargée d'administrer la nouvelle municipalité jusqu'à ce que soit en place son premier conseil.*

## LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET:

Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1).

# Projet de loi 83

## Loi constituant la municipalité de Cantley

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** Les habitants et les contribuables du territoire décrit à l'annexe I constituant, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989, une municipalité sous le nom de « municipalité de Cantley », laquelle est régie par le Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1).

**2.** La date du scrutin de la première élection générale est le troisième dimanche de mars 1989.

**3.** L'article 74, les deux premiers alinéas de l'article 75 et les articles 76 et 77 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (1988, chapitre 19) s'appliquent à la constitution de la municipalité.

Dans les dispositions mentionnées au premier alinéa, les mots « municipalité régionale de comté » sont remplacés, aux fins de la présente loi, par les mots « ville de Gatineau ».

**4.** La Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) s'applique à la première élection générale, à l'exception de ses articles 2 et 3. Les articles 341 et 344 de cette loi s'appliquent comme s'il s'agissait d'une élection partielle.

Aux fins de déterminer si une personne a les qualités pour être un électeur ou un candidat lors d'une élection sur le territoire de la municipalité, toute période pendant laquelle, avant la constitution de la municipalité, cette personne a été domiciliée ou a résidé de façon continue ou non sur le territoire décrit à l'annexe I ou a été propriétaire d'un immeuble ou occupant d'une place d'affaires située sur celui-ci vaut comme si elle s'était écoulée depuis son début sur le territoire de la municipalité.

**5.** La Commission municipale du Québec administre les affaires de la municipalité jusqu'à l'entrée en fonction de la majorité des membres du conseil élus lors de la première élection.

**6.** La municipalité adopte, avant le 31 mai 1989, le budget de l'exercice financier de 1989.

Dans les 30 jours de l'adoption de ce budget, la municipalité adopte un règlement ou une résolution d'imposition de taxes. La confection du rôle de perception, la facturation et l'expédition du compte de taxes sont faites par la Communauté régionale de l'Outaouais conformément à l'article 106 de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1).

Si la ville de Gatineau a adopté son budget de l'exercice financier de 1989 sans tenir compte de la constitution de la municipalité, elle doit le modifier à cette fin avant le 28 février 1989.

Le ministre des Affaires municipales peut, sur demande, accorder tout délai additionnel.

**7.** Devient à la charge de tous les immeubles imposables de la municipalité, sur la base de leur valeur inscrite au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, un pourcentage du solde des échéances, en capital et intérêts, des emprunts effectués en vertu des règlements numéros 166-79, 271-83, 295-84, 361-85, 450-87 et 463-87 de la ville de Gatineau correspondant aux travaux effectués dans le territoire de la municipalité en vertu de ces règlements. À défaut d'entente, la Commission municipale du Québec détermine ce pourcentage.

Devient à la charge de tous les immeubles imposables de la municipalité, sur la base de leur valeur inscrite au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, 50% du solde des échéances, en capital et intérêts, de l'emprunt effectué en vertu du règlement numéro 494-88 de la ville de Gatineau.

**8.** La ville de Gatineau verse à la municipalité, avant le 1<sup>er</sup> mai 1989, une somme correspondant à 4,779 % de ses fonds de réserve et de son surplus budgétaire au 31 décembre 1988.

**9.** La municipalité verse à la ville de Gatineau, chaque année, la totalité du montant qui lui est versé à titre de subventions en vertu de la Loi de 1980 sur les subventions aux municipalités (S.C. 1980-81-82-83, chapitre 37) à l'égard de l'antenne réceptrice du satellite SPOT I. La municipalité verse ce montant dans les 30 jours suivant sa réception.

Le premier alinéa cesse de s'appliquer lorsque sont remboursées les échéances, en capital et intérêts, d'un montant d'emprunt requis, le cas échéant, jusqu'à concurrence d'un montant de 391 825 \$, pour financer les travaux décrétés au règlement numéro 343-85 de la ville de Gatineau. Toute subvention gouvernementale versée à la ville de Gatineau en rapport avec l'exécution des travaux prévus à ce règlement doit être affectée au remboursement de cet emprunt.

**10.** La municipalité verse à la ville de Gatineau, avant le 1<sup>er</sup> mai 1989, un montant correspondant au coût réel, pour la ville, des dépenses faites de juin à septembre 1988 dans un but d'information et de consultation sur la constitution de la municipalité.

À défaut d'entente, ce montant est déterminé par la Commission municipale du Québec.

**11.** La ville de Gatineau doit continuer de fournir sur le territoire de la municipalité les services de police et de protection contre l'incendie jusqu'à la date fixée par le ministre à l'égard de chacun de ces services.

Dans les 30 jours suivant la date fixée par le ministre, la municipalité rembourse à la ville de Gatineau le coût réel du service fourni sur le territoire de la municipalité. À défaut d'entente, le coût réel est déterminé par la Commission municipale du Québec.

**12.** La municipalité doit percevoir les taxes imposées par la ville de Gatineau sur le territoire de la municipalité qui n'ont pas été payées à la ville le 31 décembre 1988.

Le montant des taxes impayées à cette date est soustrait du montant que doit verser la ville de Gatineau en vertu de l'article 8.

**13.** La municipalité et la ville de Gatineau déterminent, avant le 1<sup>er</sup> juin 1989, la somme que doit verser la municipalité à la ville à titre de paiement des coûts de déneigement de son territoire pour l'hiver 1988-1989.

À défaut d'entente, la Commission municipale du Québec détermine cette somme.

**14.** Les sommes que la municipalité doit verser à la ville de Gatineau en vertu de la présente loi portent intérêt, à compter de leur échéance, au taux fixé par la ville en vertu de l'article 481 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

Il en est de même des sommes que la ville de Gatineau doit verser à la municipalité.

**15.** Le gouvernement détermine les règles qui s'appliquent à la municipalité ainsi qu'à la Communauté régionale de l'Outaouais, à la Société d'aménagement de l'Outaouais et à la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais relativement au maintien du territoire de la municipalité dans le territoire sur lequel chacun de ces organismes a compétence et relativement à l'intégration de la municipalité à la Communauté régionale de l'Outaouais.

Un décret pris en vertu du présent article peut, pour une période d'au plus trois ans, créer une règle de droit municipal dans les matières visées par la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais ou déroger à toute disposition de cette loi ou à tout acte pris en vertu de cette loi.

Le gouvernement peut modifier tout décret pris en vertu du présent article.

Le décret entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

**16.** Le territoire de la ville de Gatineau est celui décrit à l'annexe II.

**17.** La population de la municipalité et de la ville de Gatineau est établie par le ministre. Celui-ci communique la population qu'il a établie à la municipalité, à la ville ainsi qu'à la Communauté régionale de l'Outaouais.

La population établie conformément au présent article vaut jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par la population établie conformément à la Loi sur l'organisation territoriale municipale.

**18.** La Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifiée par le remplacement de l'article 6 par le suivant :

« **6.** Le Conseil se compose de dix-neuf membres, à savoir, le maire et trois conseillers de la ville de Hull, le maire et trois conseillers de la ville de Gatineau, le maire et un conseiller de la ville d'Aylmer, le maire de chacune des villes de Buckingham et Masson, le maire de chacune des municipalités de Val-des-Monts, La Pêche, Pontiac, L'Ange-Gardien, Notre-Dame-de-la-Salette et Cantley et le maire du canton de Hull, « partie ouest ». ».

**19.** L'article 10 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne et après les mots « de-la-Salette », de ce qui suit : « , Cantley ».

**20.** L'annexe A de cette loi est modifiée par l'addition à la fin, avant le point, de ce qui suit: « , municipalité de Cantley ».

**21.** L'annexe B de cette loi est modifiée:

1° par le remplacement, à la deuxième ligne, des mots « ainsi que » par une virgule;

2° par l'addition à la fin, avant le point, des mots « ainsi que la municipalité de Cantley ».

**22.** Le ministre nomme la personne qui agit à titre de président d'élection et celle qui agit à titre de secrétaire-trésorier jusqu'à ce que le conseil nomme quelqu'un pour occuper ce dernier poste.

Il détermine la date, l'heure et le lieu de la tenue de la première séance du conseil.

**23.** Le plus tôt possible après le 1<sup>er</sup> janvier 1989, le greffier de la ville de Gatineau transmet sans frais au secrétaire-trésorier de la municipalité tous les documents concernant le territoire décrit à l'annexe I.

**24.** Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989, à l'exception de celles de l'article 22 qui entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

## ANNEXE I

### (Article 1)

#### *Description des limites du territoire de la municipalité de Cantley*

Un territoire faisant actuellement partie de la ville de Gatineau, comprenant en référence aux cadastres des cantons de Hull et de Templeton les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, rues, îles, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du sommet de l'angle nord-est du lot 23 du rang XI du cadastre du canton de Templeton; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en référence au cadastre dudit canton, la ligne est des lots 23 du rang XI, 23A et 23B du rang X, 23A et 23B du rang IX, 23A du rang VIII, 23A et 23B du rang VII et 23A et 23B du rang VI jusqu'à la ligne médiane du chemin public situé sur la ligne séparative des rangs V et VI; ladite ligne médiane en allant vers

l'ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 23B et 24B du rang VI; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI; partie de ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne est du lot 26A-15 du rang V; la ligne est des lots 26A-15 et 26A-7 (rue) dudit rang; la ligne sud dudit lot 26A-7 (rue) et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chemin public (montée Saint-Amour) limitant à l'ouest le susdit lot; ladite ligne médiane en allant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 26A-18 du rang V; ledit prolongement et les lignes sud et ouest dudit lot; partie de la ligne séparative des rangs V et VI en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne séparative des cantons du Hull et de Templeton; partie de ladite ligne séparative de cantons en allant vers le sud et la ligne médiane du chemin public situé sur la susdite ligne séparative vis-à-vis le rang X du canton de Hull jusqu'au prolongement de la ligne médiane du chemin public situé sur la ligne séparative des rangs X et IX du cadastre du canton de Hull; en référence à ce cadastre, le prolongement et la ligne médiane du chemin public situé en partie sur ladite ligne séparative de rangs jusqu'à une ligne à l'est, parallèle et distante de soixante mètres (60 m) du côté est de l'emprise du chemin Denis, ce chemin limitant à l'ouest le lot 7-63 du rang X; ladite ligne parallèle à ladite distance en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots originaires 7 et 8A du rang IX; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud jusqu'au côté nord-est de l'emprise de la route numéro 307; le côté nord-est de l'emprise de ladite route en allant vers le sud-est jusqu'à son intersection avec une ligne parallèle à la ligne sud-est du lot 7-44 (rue) du rang IX et dont le point d'origine est le sommet de l'angle sud-est dudit lot 7-44 (rue); ladite parallèle à travers la route et la ligne séparative des lots 7-35 et 7-44 (rue) prolongée jusqu'à la ligne séparative des lots 7 et 8A du rang IX; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud jusqu'à la rive de la rivière Gatineau; une ligne droite perpendiculaire à cette rive jusqu'à la ligne médiane de la rivière Gatineau; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive gauche (incluant les îles portant les numéros cadastraux 8C et 9B et 10A du rang IX) jusqu'à la ligne nord du canton de Hull; partie de ladite ligne nord en allant vers l'est jusqu'à la ligne ouest du canton de Templeton; partie de ladite ligne ouest en allant vers le nord jusqu'à la ligne séparative des rangs XI et XII du cadastre dudit canton; enfin, partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'au point de départ.



## ANNEXE II

*(Article 16)**Description des limites du territoire de la ville de Gatineau*

Le territoire de la ville de Gatineau comprend, en se référant aux cadastres du village de Pointe-Gatineau et des cantons de Hull et de Templeton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, rues, emprise de chemin de fer, îles, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir : partant du sommet de l'angle nord-est du lot 1A du rang VI du cadastre du canton de Templeton ; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes : en référence au cadastre dudit canton, la ligne nord dudit lot et la ligne séparant les lots 1A, 1B et 1D du lot 2A du rang VI ; partie de la ligne séparative des rangs V et VI en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 22B et 23B du rang VI et la ligne médiane du chemin public situé sur ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne séparative des lots 23B et 24B du rang VI ; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI ; partie de ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne est du lot 26A-15 du rang V ; la ligne est des lots 26A-15 et 26A-7 (rue) dudit rang ; la ligne sud dudit lot 26A-7 (rue) et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chemin public (montée Saint-Amour) limitant à l'ouest le susdit lot ; ladite ligne médiane en allant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 26A-18 du rang V ; ledit prolongement et les lignes sud et ouest dudit lot ; partie de la ligne séparative des rangs V et VI en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne séparative des cantons de Hull et de Templeton ; partie de ladite ligne séparative de cantons en allant vers le sud et la ligne médiane du chemin public situé sur la susdite ligne séparative vis-à-vis le rang X du canton de Hull jusqu'au prolongement de la ligne médiane du chemin public situé sur la ligne séparative des rangs X et IX du cadastre du canton de Hull ; en référence à ce cadastre, le prolongement et la ligne médiane du chemin public situé en partie sur ladite ligne séparative de rangs jusqu'à une ligne à l'est, parallèle et distante de soixante mètres (60 m) du côté est de l'emprise du chemin Denis, ce chemin limitant à l'ouest le lot 7-63 du rang X ; ladite ligne parallèle à ladite distance en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots originaires 7 et 8A du rang IX ; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud jusqu'au côté nord-est de l'emprise de la route numéro 307 ; le côté nord-est de l'emprise de ladite route en allant vers le sud-est jusqu'à son intersection avec une ligne parallèle à la ligne sud-est du lot 7-44 (rue) du rang IX et dont le point d'origine est le sommet de l'angle sud-est dudit lot 7-44 (rue) ;

ladite parallèle à travers la route et la ligne séparative des lots 7-35 et 7-44 (rue) prolongée jusqu'à la ligne séparative des lots 7 et 8A du rang IX; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud jusqu'à la rive de la rivière Gatineau; une ligne droite perpendiculaire à cette rive jusqu'à la ligne médiane de la rivière Gatineau; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au côté nord-ouest du pont Alonzo-Wright; le côté nord-ouest dudit pont et le côté nord-ouest d'un chemin public reliant ledit pont à la route numéro 105 jusqu'au côté nord-est de la route numéro 105; le côté nord-est de ladite route en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII; ladite ligne séparative de rangs et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Gatineau; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et son prolongement dans la rivière des Outaouais jusqu'à la ligne frontière Québec/Ontario; ladite ligne frontière en allant dans une direction générale nord-est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Buckingham et de Templeton; enfin, ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de cantons jusqu'au point de départ.